

N° 5193<sup>1</sup>

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2003-2004

---

---

PROJET DE LOI

relative à la garantie de conformité due par le vendeur de biens meubles corporels portant transposition de la Directive 1999/44/CE du Parlement et du Conseil du 25 mai 1999 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation et modifiant la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur et l'article 1648 du Code civil

\* \* \*

AVIS DE L'UNION LUXEMBOURGEOISE DES CONSOMMATEURS

DEPECHE DU MINISTRE AUX RELATIONS AVEC LE PARLEMENT  
AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES

(15.10.2003)

Monsieur le Président,

A la demande du Ministre de l'Economie, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe l'avis de l'Union Luxembourgeoise des Consommateurs sur le projet de loi sous rubrique.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

*Pour le Ministre aux Relations  
avec le Parlement,*

Daniel ANDRICH

*Conseiller de Gouvernement 1re classe*

\*

L'ULC regrette vivement que la Directive 1999/44/CE sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation n'ait pas été transposée dans les délais impartis, à savoir au plus tard le 1er janvier 2002 et insiste que le présent projet soit avisé et adopté d'urgence.

Dans un premier temps, le Gouvernement proposa en 2002 de modifier les articles 1641 sequ. du Code Civil en fusionnant les notions de vice caché et d'obligation de délivrance d'une chose conforme au contrat non seulement dans les relations entre vendeur professionnel et consommateur privé, mais aussi entre professionnels. Le Luxembourg emboîta ainsi le pas aux autorités françaises, mais depuis nos voisins ont changé d'orientation en proposant maintenant une loi spéciale concernant uniquement les relations entre vendeur professionnel et consommateur privé (champ d'application de la directive). L'ULC partage l'avis des auteurs du projet qui ont estimé „*qu'en l'absence d'une réforme globale opérée dans le Code Civil par le législateur français et tenant compte des collisions avec le régime des garanties en matière immobilière, le législateur luxembourgeois ne serait pas bien avisé en faisant cavalier seul en cette matière dans laquelle la jurisprudence luxembourgeoise se réfère essentiellement à la jurisprudence française*“.

L'ULC peut d'autant plus facilement appuyer la démarche maintenant choisie que les auteurs améliorent les dispositions de la directive dans l'intérêt du consommateur. Plus important encore, ils proposent de faire bénéficier pleinement les consommateurs du régime de la directive tout en gardant comme soupape supplémentaire les dispositions des articles 1641 sequ. (vice caché) du Code Civil

(cumul des actions). Cette faculté est effectivement laissée aux Etats membres par la directive minimale qui vise uniquement à établir un socle commun à toute l'Union Européenne. Les auteurs jettent le pont entre une nouvelle loi spéciale réservée aux consommateurs et le droit commun et échappent ainsi aux critiques doctrinales ou d'associations de consommateurs émises dans d'autres pays à l'encontre de simples lois spéciales sans lien cohérent avec le droit commun.<sup>1</sup>

L'ULC ne souhaite que quelques modifications ponctuelles (ci-après), mais tient à souligner l'importance de la réforme. Dans notre droit actuel, „l'acheteur est déchu du droit de se prévaloir d'un vice de la chose s'il ne l'a pas dénoncé au vendeur dans un bref délai à partir du moment où il l'a constaté ou aurait dû le constater“ (art. 1648 du Code Civil). L'acheteur peut donc agir pour *vice caché* contre le vendeur sans que le Code Civil ne fixe de date limite. Par contre, le *vice apparent* doit être signalé au moment de la livraison ou juste après, sinon l'acheteur perd son droit de réclamation (article 1642). La directive introduit la seule notion de *défaute de conformité* existant lors de la délivrance (c.-à-d. la réception physique de la marchandise par l'acheteur conformément à l'article 1604 du Code Civil). Ce défaut de conformité communautaire couvre les vices apparents et vices cachés.

La directive prévoit un „délai-guillotine“, à savoir le défaut de conformité doit apparaître dans un délai de deux ans à compter de la délivrance du bien. Une fois ce délai passé, une action en garantie contre le vendeur n'est plus possible (sauf si le vendeur a accordé librement une garantie conventionnelle/commerciale plus longue). Les auteurs du projet de loi améliorent doublement le „délai-guillotine“ en le portant à *trois au lieu des deux ans minimum* de la directive et en substituant à la notion de „apparition du défaut“ (difficile à situer) celle de „*dénonciation du défaut de conformité au vendeur*“. L'ULC soutient cette proposition en rappelant que d'autres Etats membres ont introduit un délai même plus long (notamment 6 ans au Royaume-Uni). Le délai de trois ans du projet introduit une limite ultime pour l'invocation des vices apparents, mais non pour les vices cachés, car les consommateurs luxembourgeois pourront toujours invoquer après ce délai le droit commun en la matière. Cette possibilité ne doit pas être considérée comme un droit exorbitant pour les consommateurs, les professionnels en disposant dans leurs propres relations contractuelles sur base du Code Civil. Grâce au projet, l'on évite la situation absurde suivante: un boulanger qui achète un congélateur pour son entreprise continuerait à bénéficier de l'action pour vice caché au-delà des trois ans suivant la livraison alors qu'un consommateur achetant le même appareil à des fins privées n'aurait plus de recours après ce délai. Ce résultat serait manifestement contraire à l'objectif premier de la directive: protéger mieux les consommateurs qu'auparavant.

### Régime des délais

Le régime des délais de la directive, assez compliqué, devra être bien expliqué aux consommateurs pour qu'ils puissent en tirer tout le bénéfice dans leur vie quotidienne. La directive invite, d'ailleurs, les Etats membres à adopter les mesures d'information appropriées. L'ULC insiste que de telles mesures soient prises et prête son concours.

Schématiquement, le régime se présente comme suit:

- A partir de la réception de la marchandise (délivrance), le consommateur disposera de trois ans maximum pour dénoncer à son vendeur un défaut de conformité apparent ou caché („*garantie légale*“). Pour les biens d'occasion, un délai plus court (mais qui ne peut être inférieur à un an) peut être négocié individuellement.
- Pendant les six premiers mois après la délivrance, le défaut est présumé exister au moment de la délivrance, c.-à-d. le consommateur ne devra rien prouver et ne peut se voir opposer que le défaut est apparu après la réception prétendument à cause d'une mauvaise utilisation de sa part (sauf si le vendeur réussit à le prouver).
- A partir du moment de la dénonciation du défaut au vendeur, le consommateur disposera d'un délai de deux ans (un an actuellement) pour saisir les tribunaux („*action en garantie*“). Il est interrompu notamment par des pourparlers avec le vendeur. Un nouveau délai de un an reprend cours, p. ex. si les pourparlers n'aboutissent pas.

<sup>1</sup> voir Dott. E. Ferrante, Università di Torino vis-à-vis du Decreto Legislativo Nr. 24 italien du 2.2.2002 dans „VuR 5/2003“ et l'avis du Conseil de la Consommation belge du 28.1.2002 vis-à-vis du projet de loi belge.

- Si le consommateur n’a pas dénoncé le défaut dans les trois ans de la délivrance du bien, il lui restera encore la possibilité d’un recours contre le vendeur pour *vice caché* dans un bref délai à partir du moment où il l’a constaté ou aurait dû le constater.

Ce régime par étapes est équitable, sauf le régime de faveur pour les biens d’occasion qui n’est pas justifié. Cette règle particulière (permise par la directive) a surtout été sollicitée par le *secteur des voitures d’occasion* pour lesquelles il existe une jurisprudence abondante. Les tribunaux ont admis que la garantie contre les vices cachés ne s’applique qu’à des défauts échappant à tout examen attentif au moment de l’achat, donc les vendeurs n’ont pas grand-chose à craindre d’un délai de trois ans qui ne pourra guère être invoqué par le consommateur. Sauf, s’il s’agit de défauts dissimulés: „*Constitue un vice caché donnant droit à l’acquéreur de demander la résolution de la vente la corrosion d’une voiture d’occasion antérieure à la livraison, non décelable par un acheteur profane faisant preuve d’une diligence moyenne, en raison surtout du fait qu’elle est cachée par une couche de peinture appliquée par le vendeur*“ – Cour 20 décembre 1989. Le projet s’efforce de limiter un usage abusif voire frauduleux du délai réduit en stipulant qu’en „*matière automobile, une telle réduction n’est valable que si la première mise en circulation a eu lieu il y a plus d’une année*“. Cette réserve tout à fait justifiée est reprise du droit autrichien.

Le projet ne reprend pas le *délai de notification* de deux mois à compter de la date à laquelle l’acheteur a constaté le défaut de conformité (art. 5.2 de la directive). Les auteurs notent „qu’il y avait tout lieu de craindre que ce délai ne devienne une machine à exclure les recours“. Reste cependant le risque que l’article 1604 du Code Civil sur la délivrance (qui n’est pas touché par le présent projet) puisse réserver de mauvaises surprises à l’acheteur qui tarde à signaler un défaut considéré „apparent“. Faut-il rappeler la jurisprudence relative à l’article 1604: „Il appartient à l’acheteur de vérifier, *lors de la prise de livraison de la chose*, si elle est en tous points conforme à la chose vendue et si elle est exempte de vices apparents ...“ (Cour 24 janvier 1967)? L’ULC se demande si *dans les faits* le vendeur et *en droit* le juge ne seront pas réticents si l’acheteur tarde à dénoncer un défaut apparent qu’un „homme de diligence moyenne aurait découvert en procédant à des vérifications élémentaires“. La doctrine retient qu’il „convient de préserver les intérêts du vendeur qui exigent que le défaut et ses causes fassent le plus vite possible l’objet d’un examen contradictoire“. <sup>2</sup> L’ULC ne demande pas de reprendre le délai de notification de deux mois (qui risque de susciter pas mal de controverse), mais de préciser dans le texte que l’acheteur doit notifier le défaut au vendeur dès qu’il en a eu connaissance ou aurait dû en avoir connaissance. Ainsi, le consommateur saura qu’il devra agir en „bon père de famille“ en notifiant le défaut dès que possible, même s’il a théoriquement trois ans pour le faire.

### Action contre producteur et vendeur

L’ULC note que la *garantie légale* ne concerne que les relations entre le vendeur (commerçant) et l’acheteur (consommateur). *L’ULC regrette qu’une action en garantie directe contre le producteur (fabricant) ne soit pas prévue* alors qu’elle peut s’avérer nécessaire notamment en cas de disparition du commerçant (fermeture, faillite, ...). Ce recours a été longuement discuté lors des travaux préparatoires de la directive, mais laissé en suspens (art. 12 révision).

L’ULC se féliciterait si notre législateur consacrait dès à présent cette responsabilité directe du producteur à l’égard de l’acheteur final. Notre jurisprudence actuelle en matière de vices cachés (art. 1646) semble se limiter à l’effet relatif des contrats entre parties (donc entre vendeur et acheteur) en excluant le recours en garantie contre les tiers (producteur en l’occurrence)<sup>3</sup>.

Le projet ne se prononce pas sur *l’action en garantie du sous-acquéreur* en réservant à la jurisprudence de trancher si l’action est limitée au seul „vendeur direct“. Il s’ensuit que tout sous-acquéreur d’un bien obtenu sans acte d’achat (p. ex. en cadeau, en héritage, ...) pourra de toute manière se prévaloir des droits de garantie de l’acheteur du bien.

La *garantie commerciale* couvre tant le fabricant que le commerçant. Etant donné que les biens achetés au Luxembourg proviennent essentiellement de fabricants non résidents, il est essentiel *d’informer les consommateurs s’ils disposent d’une garantie commerciale provenant directement du vendeur*

<sup>2</sup> Prof. Jacques Ghestin, Conformité et Garantie dans la vente LGDJ 1983 No 302

<sup>3</sup> Cour d’Appel du 16 février 2000 (No rôle 22963) concernant l’action en garantie des vices cachés en matière de vente d’immeuble à construire (art. 1646-1)

*établi dans le pays ou d'une garantie „européenne“ accordée par un fabricant étranger.* Souvent ces dernières précisent qu'elles sont valables hors du pays d'origine „aux conditions accordées dans le pays d'utilisation“ ce qui peut donner lieu à de mauvaises surprises, comme l'expérience l'a montré<sup>4</sup>. L'ULC doute que les obligations d'information du consommateur prévues dans la directive et le projet de loi suffisent à empêcher que les consommateurs soient laissés dans la fausse idée très répandue que la garantie légale s'estompe devant une garantie commerciale offerte par le vendeur.

### Conseil de la Consommation

Le projet saisit l'occasion de modifier fondamentalement la composition et le fonctionnement du Conseil des Consommateurs. Il est proposé d'incorporer dans le nouveau „*Conseil de la Consommation*“ des représentants professionnels, de limiter le nombre de membres dans un souci d'efficacité et d'élargir les missions en offrant „une plate-forme de discussion plus ouverte et davantage interactive qui facilitera la compréhension des arguments et doléances invoqués par les différentes parties“. Le projet s'inspire des modèles en France et en Belgique.

L'ULC se félicite de cette réforme qui permettra de confronter directement les avis des consommateurs et des professionnels et de rechercher un maximum de convergence à l'attention des autorités publiques. Des garanties supplémentaires devraient cependant être fournies, notamment:

- \* Un statut officiel devrait être reconnu aux avis du Conseil de la Consommation à l'instar d'autres instances de consultation (chambres professionnelles);
- \* Les avis devront dûment refléter les éventuelles divergences d'opinion (cf. Conseil de la Consommation belge);
- \* Le Conseil de la Consommation devrait pouvoir adopter des avis de sa propre initiative, et non seulement à la demande du Ministre (cf. Conseil de la Consommation belge);
- \* Chacune des organisations représentées gardera le droit d'adopter ses propres avis, notamment dans un souci de rapidité et de défense efficace de sa propre position.

### Propositions d'amendement

*Article 4 e):*

„présenter les qualités qu'un consommateur peut raisonnablement attendre eu égard aux déclarations publiques faites par le vendeur *ou le producteur* dans la publicité ou l'étiquetage.“

*Motif:*

Cet ajout est conforme à l'article 3 dernier paragraphe.

*Article 7:*

„Pour mettre en oeuvre la garantie légale du vendeur, le consommateur doit, par un moyen quelconque, lui dénoncer le défaut de conformité dans un délai de trois ans à compter de la délivrance du bien. *Le consommateur doit notifier le défaut au vendeur dès qu'il en a eu connaissance ou aurait dû en avoir connaissance.* Aucune prescription ne peut être acquise avant l'expiration du *délai de trois ans* ...“

*Motif:*

Même si le consommateur dispose d'un délai maximum de trois ans pour dénoncer un défaut, l'article 1604 du Code Civil impose que dans un souci d'équité et en vue de minimiser le défaut, le consommateur le notifie au vendeur dès que possible.

*Article 11 (1) de la loi modifiée relative à la protection juridique:*

„Constitue une garantie commerciale ... tout engagement d'un vendeur *sans supplément de coût* ...“

<sup>4</sup> voir travaux préparatoires de la Commission Européenne in „Quelques cas illustratifs des problèmes des consommateurs relatifs aux garanties et services après-vente“

*Motif:*

Cette précision fort importante pour le consommateur résulte de la définition de „garantie“ de la directive (Article premier e)).

*Article 11 (2) (a):*

„... ainsi que *le nom et l'adresse* du garant“

*Motif:*

voir texte de la directive, article 6.2. Cette indication devrait normalement permettre au consommateur de saisir s'il dispose d'une garantie conventionnelle offerte par son vendeur ou au contraire d'une garantie du fabricant.

*Article 13:*

„– ... d'émettre, à la demande du Ministre ayant l'économie dans ses attributions, *ou de sa propre initiative* des avis sur les questions lui soumises.“

*Motif:*

Ce droit d'initiative devrait stimuler encore le dialogue entre représentants de l'association des consommateurs et du monde professionnel sur des questions d'intérêt général.

(Avis adopté le 30.9.2003)

